

N° 168

D É C R E T

**DÉCLARANT UN ÉTAT D'URGENCE POUR CATASTROPHE DANS LES CINQ  
ARRONDISSEMENTS DE LA VILLE DE NEW YORK ET LES COMTÉS DE  
DUTCHESS, NASSAU, ORANGE, PUTNAM, ROCKLAND, SUFFOLK ET  
WESTCHESTER QUI CONSTITUENT LA RÉGION DE LA MTA  
DANS L'ÉTAT DE NEW YORK**

**ATTENDU QUE**, l'Autorité des transports métropolitains (Metropolitan Transportation Authority, MTA) est le plus grand réseau de transport d'Amérique du Nord, desservant une population de 15,3 millions de personnes dans la région de 5 000 miles carrés s'étendant de la ville de New York à Long Island, au sud-est de l'État de New York et au Connecticut ;

**ATTENDU QUE**, le Long Island Rail Road comprend les lignes de train de banlieue les plus fréquentées en Amérique du Nord, transportant en moyenne 301 000 clients chaque jour de la semaine sur 735 trains quotidiens ;

**ATTENDU QUE**, plus de cinq millions de clients utilisent le réseau de chemin de fer et de métro de la MTA chaque jour, soit le taux de fréquentation le plus élevé de son histoire, dont la plupart n'ont pas d'autres moyens de transport abordables et sûrs pour répondre à leurs besoins quotidiens ;

**ATTENDU QUE**, des transports en commun fiables, efficaces et sûrs à destination et en provenance de la ville de New York sont nécessaires pour garantir la viabilité à long terme de l'économie de l'État de New York, ainsi que la protection et les moyens de subsistance des résidents et des visiteurs de l'État ;

**ATTENDU QUE**, des pannes de plus en plus fréquentes et persistantes des voies, des signaux, des aiguillages et d'autres infrastructures de transport ont eu lieu dans l'ensemble du réseau, y compris à la station Pennsylvania Station située dans le comté de New York (Penn Station) qui ont entraîné divers déraillements de métro, des coupures étendues sur les voies, et des interruptions importantes du service ayant un impact sur la santé et la sécurité de centaines de milliers de passagers ;

**ATTENDU QUE**, ces pannes comprennent trois déraillements de métro - le train A à West 128<sup>th</sup> St le 27 juin 2017 ; un train Amtrak à la Penn Station le 24 mars 2017 ; et un train NJ Transit à la Penn Station le 3 avril 2017 - et d'autres incidents tels que : le train F resté coincé entre les stations de West 4th Street et Broadway-Lafayette sans climatisation ni électricité pendant plus d'une heure le 5 juin 2017 ; un train NJ Transit coincé dans un tunnel pendant 3 heures le 15 avril 2017 sans électricité ni climatisation, un problème causé par l'eau le 9 janvier 2017 sur la ligne F à West 4th Street ; un problème de signal de commutation le 24 janvier 2017 sur la ligne D à 59th Street-Columbus Circle ; un rail rompu le 6 mars 2017 sur la ligne N à Queensboro Plaza ; un problème du signal d'entrée le 24 avril 2017 sur la ligne D à Dekalb Ave ; une panne de courant le 30 mai 2017 sur la ligne E à Queens Plaza ; une panne du circuit de voie le 9 juin 2017 sur la ligne C à Jay St.-Metro Tech ; un problème de signal le 20 juin 2017 sur la ligne D à 34th St. Herald Square ; et d'autres déraillements et problèmes d'infrastructure connexes similaires ;

**ATTENDU QUE**, les pannes persistantes des voies, des signaux, des aiguillages et d'autres infrastructures de transport dans l'ensemble du réseau de chemin de fer et de métro de la MTA, la surcapacité au cours des cinquante dernières années, et les pannes à Penn Station, ont eu un impact considérable et néfaste sur la santé, la sécurité et les moyens de subsistance des navetteurs, des touristes, des résidents de

New York, ainsi que des entreprises et des commerces du District métropolitain de transport des navetteurs (Metropolitan Commuter Transportation District, MCTD), qui est le moteur économique reconnu de l'État de New York, et ont ainsi eu des répercussions négatives sur l'économie de l'État de New York ;

**ATTENDU QUE**, pour pouvoir régler les pannes ayant lieu à Penn Station, la Société nationale des transports ferroviaires de voyageurs (National Railroad Passenger Corporation, Amtrak), la société propriétaire de Penn Station, prévoit une série de réparations des voies, des signaux, des aiguillages et des autres infrastructures de transport à Penn Station (le Programme de réparation d'Amtrak), qui devraient se dérouler de juillet 2017 jusqu'à la fin août 2017 et impliquera diverses coupures et interruptions de service sur les voies ;

**ATTENDU QUE**, les coupures et interruptions de service sur les voies nécessaires pour mettre en œuvre le Programme de réparation d'Amtrak et les autres réparations nécessaires pour réparer les voies, les signaux, les aiguillages et les autres infrastructures de transport dans l'ensemble du réseau ferroviaire et de métro de la MTA sont nécessaires pour protéger la santé et la sécurité de la population, et entraîneront d'autres impacts négatifs pour les navetteurs, les touristes et les autres New-Yorkais, ainsi que les entreprises et les commerces du MCTD et par conséquent sur l'économie de l'État de New York, et empireront également la situation d'urgence catastrophique liée au transport qui existe actuellement en raison de l'état de la Penn Station et du réseau ferroviaire et de métro de la MTA dans son ensemble ; et,

**ATTENDU QUE**, des mesures importantes et immédiates doivent être prises par la MTA et ses filiales et sociétés affiliées pour participer à la réparation des voies, des signaux, des aiguillages et des autres infrastructures de transport et à l'atténuation de telles coupures et interruptions de services sur les voies dues à cette situation d'urgence ;

**PAR CONSÉQUENT, MOI, ANDREW M. CUOMO**, Gouverneur de l'État de New York, en vertu des pouvoirs qui me sont conférés par les Sections 28 et 29-a de l'Article 2-B de la Loi exécutive, j'ordonne maintenant par les présentes de suspendre provisoirement les dispositions spécifiques de tout statut, loi locale, ordonnance, jugement, règle ou réglementation, ou parties de ceux-ci, de toute agence, pendant l'état d'urgence décrété dans l'État, si la conformité avec de telles dispositions devait empêcher, faire obstacle ou retarder les actions nécessaires pour faire face à la catastrophe, déclare par les présentes un état d'urgence pour catastrophe et suspend provisoirement, pour la période de la date de ce décret jusqu'à nouvel ordre, les lois suivantes :

La Section 1266 de la Loi sur les autorités publiques (Public Authorities Law) dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 1209 de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 1265-a de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 1265-b de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 2878 de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 2879 de la Loi sur les autorités publiques et toute directive publiée en vertu de celle-ci dans la mesure où elles s'appliquent aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 2879-a de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 2880 de la Loi sur les autorités publiques dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 139-d de la Loi de finances de l'État (State Finance Law) dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 139-i de la Loi de finances de l'État dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 139-j de la Loi de finances de l'État dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

La Section 139-k de la Loi de finances de l'État dans la mesure où elle s'applique aux contrats, baux, licences, permis ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique ;

L'Article 8 de la Loi sur la protection de l'environnement (Environmental Conservation Law) et toutes les règles et réglementations applicables s'y rapportant, incluant sans s'y limiter, la partie 617 des Codes, règles et réglementations 6 de New York (New York Codes, Rules and Regulations, NYCRR) ;

Toute règle, réglementation ou directive établie en vertu de, conformément à, ou dans le but de mettre en œuvre l'une des dispositions légales susmentionnées ; et,

Toute autre disposition de tout statut, loi locale, ordonnance, jugement, règle ou réglementation de New York, ou parties de ceux-ci, pouvant s'appliquer aux contrats, baux, licences, permis, plans de programme ou opérationnels, ou tout autre accord écrit pouvant être conclu, dans le but d'atténuer une telle situation d'urgence catastrophique.

EN FOI DE QUOI, j'ai apposé ma signature et le sceau

de l'État dans la ville d'Albany ce

vingt-neuf juin de l'année deux

mille dix-sept.

PAR LE GOUVERNEUR

Secrétaire du Gouverneur